

pour un parti autogestionnaire de masse - pour une stratégie révolutionnaire

I — La politique de Giscard

Le succès de Giscard d'Estaing est lié à l'entrée du capitalisme dans une phase nouvelle où les difficultés d'approvisionnement énergétique, le renchérissement des matières premières, le dérèglement du système monétaire ne permettent plus d'envisager comme auparavant la « **croissance ininterrompue** », le développement sans limite de la consommation et l'acceptation par la classe ouvrière des règles du jeu capitaliste contre une accession à de nouvelles « richesses ». L'échec du gaullisme s'explique en partie par l'anéantissement du mythe de la « nouvelle société ».

D'autre part, le rapport du capitalisme français au capitalisme international (en particulier américain et allemand) s'est modifié à tel point (déjà sous Pompidou) que la politique gaulliste « d'indépendance nationale » avait perdu toute crédibilité auprès de la bourgeoisie. Giscard est l'homme qui doit réinsérer pleinement la France dans le jeu européen et atlantique et c'est la signification profonde de la fin du gaullisme et de l'entrée en force des centristes et réformateurs dans le gouvernement.

La bourgeoisie française s'est réunifiée de façon spectaculaire derrière Giscard et ce qui reste des forces gaullistes s'aligne et s'alignera, pour l'essentiel, sous peine de mort politique. Cette bourgeoisie n'offrira pas deux fois à la gauche « la divine surprise » de sa division.

Nous aurons donc affaire, n'en doutons pas, à un pouvoir et à une majorité beaucoup plus solides, du point de vue de leur base de classe que dans la dernière période de de Gaulle et au temps de Pompidou. Giscard, qui entend s'installer pour une longue durée,

va chercher à élargir les bases de sa majorité vers la gauche. Il a déjà commencé avec un certain nombre de mesures « libérales », suppression des écoutes téléphoniques, droit de vote à 18 ans, etc.. Il reste qu'il se trouve aux prises avec une situation économique et sociale critique pour les 2 ou 3 prochaines années. Face à l'inflation accélérée, sa marge de manœuvre est très faible. Il ne peut procéder à une déflation brutale sans provoquer une crise dramatique de l'emploi. Il ne peut laisser se poursuivre l'inflation telle quelle sans aggraver dans des proportions insoutenables les prix intérieurs et le déficit du commerce extérieur. Une politique économique « modulée » avec des mesures touchant les revenus des cadres et des sociétés pour faire passer la pilule de l'austérité pour les masses, une restructuration accentuée des entreprises, l'afflux des capitaux étrangers et quelques dispositions démagogiques appelées « transformation de la société », tels sont quelques-uns des aspects que l'on peut prévoir.

2 — Les échéances prochaines ne seront pas électorales

Allons-nous vers une bataille électorale à brève échéance ou, au contraire, l'essentiel du combat se déroulera-t-il, dans la période qui s'ouvre, au plan des luttes sociales et politiques de masse, seules susceptibles d'ouvrir la voie à des changements politiques éventuellement avec une phase électorale mais dans des conditions tout à fait différentes ?

Il ne fait aucun doute que c'est vers la première hypothèse que s'orientent les partis de gauche aussi bien le PC que le PS. — Leurs efforts sont essentiellement tournés vers la conquête de la marge centriste et gaulliste susceptible de permettre à la

gauche de « franchir la barre », ce qui exclut tout affrontement de classe caractérisé.

3 — L'orientation du PCF et du PS

Cela est particulièrement clair en ce qui concerne le PCF, qui s'engage, à la suite du PC italien, dans la voie du « compromis historique » permettant l'alliance d'une fraction des forces politiques de la bourgeoisie avec le mouvement ouvrier. Cette solution vise à éviter tout affrontement futur entre un bloc des droites et l'union de la gauche afin que celle-ci, après un succès électoral, ne se trouve pas isolée face à un adversaire uni. Pour réaliser cet objectif, il renvoie aux calendes grecques toute perspective socialiste.

La tactique actuelle du Parti Socialiste est plus complexe. L'objectif de ce parti est de parvenir à assurer son hégémonie au sein de la gauche. Pour cela, il lui faut s'ouvrir à droite à la frange « sociale » du gaullisme et à d'éventuels transfuges centristes. Mais il lui faut aussi assurer et développer son influence encore fragile sur la classe ouvrière. Les manœuvres auxquelles se livrent ses dirigeants révèlent un projet de regroupement « travailliste » allant du centre-gauche à l'extrême-gauche, et où l'existence de liens très étroits entre l'organisation politique et les syndicats est un élément fondamental.

4 — Les risques pour la C.F.D.T.

La volonté — de perpétuer « l'unité populaire » qui s'est réalisée lors de l'élection présidentielle ;

— de trouver une réponse politique aux luttes syndicales ;

— de constituer un contrepoids au bloc PC /CGT, conduit le bureau national et nombre de militants CFDT, attirés par l'efficacité (électorale) du PS à s'illusionner sur la possibilité qu'ils ont de transformer ce parti par une injection de sang nouveau, plus ouvrier, plus autogestionnaire.

En fait, le résultat risque d'être inverse, la CFDT devenant prisonnière du camp social-démocrate.

En subordonnant son action aux nécessités de la lutte parlementaire, aux consignes de trêve sociale, au caractère étrié des propositions politiques du PS, la CFDT bloquerait le processus de maturation politique qu'elle connaît depuis 6 ans.

Les manœuvres de l'appareil confédéral au cours des deux derniers mois, sa récente condamnation, de concert avec la CGT, des « comités anti-syndicaux » dans la lutte sociale (formule vague et dangereuse quant à sa possible utilisation contre les formes de démocratie ouvrière) sont autant de signes inquiétants à cet égard.

Le PSU doit donc lancer vers les militants de la CFDT une campagne d'explication sur le caractère illusoire de la perspective qu'on leur offre et les dangers qu'elle comporte quant à l'indépendance et à la transformation de leur centrale syndicale.

Il faut d'ailleurs noter que le courant critique à l'égard du processus actuel se renforce notamment à partir des prises de position de la gauche syndicale CFDT, contre les propositions floues, dangereuses, de leur direction et la méthode bureaucratique qu'elle emploie. Par ses initiatives et son attitude, notre parti devra empêcher que ces critiques n'entraînent un repli sur des positions de type anarcho-syndicaliste.

5 — Les échéances prochaines seront sociales

Malgré les tentatives d'anesthésie giscardiennes, nous allons vers d'importants mouvements sociaux. Ils subiront lourdement le poids de l'appareil de la CGT dans la mesure où le problème essentiel portera sur les salaires. Mais bon nombre d'entre eux continueront à s'inspirer du courant profond qui s'est affirmé depuis Lip. L'essentiel est de savoir dans quelle mesure le mouvement social se cantonnera dans le cadre de grandes manœuvres des Centrales pour la concertation, avec le parlement comme relais principal ; dans quelle mesure au contraire il suivra l'exemple de Lip et de Péchiney, dans quelle mesure il saura lier les luttes des divers secteurs (jeunes, armée, femmes, problèmes de la ville, de l'écologie, etc.) ; dans quelle mesure il constituera une avancée de la conscience ouvrière, préparant les travailleurs à exercer le pouvoir dans une conjoncture favorable — électorale ou non.

Un tel développement suppose plusieurs conditions :

- a) — l'évolution de l'unité d'action de la gauche,
- b) — l'existence et le dynamisme d'un pôle révolutionnaire autogestionnaire ;
- c) — la cohésion de l'ensemble des forces autogestionnaires.

6 — L'unité de la gauche

Notre première tâche est d'amener l'unité de la gauche qui, jusqu'ici ne s'est manifestée que sur le terrain électoral, à se manifester sur le terrain des luttes locales et sociales. Tel était le sens du pacte d'unité d'action anticapitaliste. Nous devons l'actualiser en demandant la rencontre au plan local des militants des partis et syndicats, la définition d'objectifs concrets d'action, la permanence de ces rencontres et leur élargissement à tous les travailleurs qui veulent se joindre à l'action.

Le Parti doit faire des propositions précises pour que l'action ne soit pas au coup par coup et défensive — par exemple la réunion d'Assises régionales sur l'emploi, réunissant les travailleurs des entreprises, les jeunes, les délégués des auxiliaires et des intérimaires, des quartiers, etc..

Le Parti doit discuter avec tous les courants du mouvement ouvrier des perspectives de la société socialiste et de ce que ces perspectives entraînent dans la conduite de l'action. Il propose cette discussion au PCF comme au PS, à la CFDT comme à la CGT.

7 — Le PSU reste fidèle au Manifeste de Toulouse

L'année dernière a montré quel rôle décisif pouvait jouer dans les luttes les plus significatives le PSU qui, pour la première fois, a commencé à se comporter en intellectuel collectif de la classe ouvrière. Fondre le PSU dans le parti socialiste signifierait la disparition de cet intellectuel collectif. Le Parti Socialiste, ce n'est pas en effet une addition de militants. C'est une organisation charpentée sur 30 à 40 000 notables, dont la fonction est de permettre leur élection et dont la base politique est d'occuper l'appareil d'Etat bourgeois soit pour le gérer, soit au mieux dans l'espoir illusoire de le transformer de l'intérieur. Le Manifeste de Toulouse déclare avec raison que « **la conception de l'Etat et la façon de mener aujourd'hui le combat contre le capitalisme constituent donc les points de divergence fondamentaux d'une stratégie réformiste et d'une stratégie révolutionnaire.** »

Toute forme d'intégration au PS serait le suicide du courant autogestionnaire. Et tout autre voie de « restructuration » avec le PS est illusoire, comme l'a clairement indiqué la Convention du P.S. elle-même.

8 — Pour une nouvelle force socialiste autogestionnaire

La prise de conscience sociale ne se traduit pas en effet facilement en conscience politique, encore moins en termes électoraux : le vote dans le système bourgeois procède d'une logique opposée à celle des luttes (puisqu'il consiste à faire confiance à un candidat qui promet d'agir à l'avantage des électeurs, au sein des institutions de la classe bourgeoise). L'élection est donc perçue comme un domaine parfaitement étranger à celui des luttes ouvrières. Toute l'orientation réformiste consiste justement à opérer le transfert des luttes sur le plan électoral : faites-nous confiance. Toute l'orientation autogestionnaire et révolutionnaire consiste au contraire à amener les travailleurs à ne faire confiance qu'à eux-mêmes, à constituer leurs propres organismes de contrôle et de pouvoir, à utiliser l'occupation des institutions par leurs représentants pour constituer leur propre pouvoir. La conjonction des deux démarches à certains moments ne doit pas faire oublier qu'elles ne sont pas complémentaires.

Conformément au Manifeste de Toulouse, notre tâche est de construire un parti qui puisse jouer pleinement le rôle d'intellectuel collectif de la classe ouvrière. Ce parti, il faut le construire avec tous ceux qui partagent les conceptions autogestionnaires définies par le Manifeste et les 14 thèses du CLAS. — Le PSU est prêt à tout regroupement allant dans ce sens, avec les militants de tous les secteurs de lutte et d'abord avec les militants syndicalistes : ceux, de plus en plus nombreux, qui pratiquent la stratégie de contrôle et qui recherchent un débouché politique à leur action, débouché qu'ils ne trouvent pas dans les organisations actuelles ; ceux qui cherchent à capitaliser l'espoir de changement exprimé dans le vote pour François Mitterrand et à le transformer en mobilisation pour le développement de la lutte des classes ; ceux qui cherchent à combler le fossé existant entre les luttes sociales, anticapitalistes et le combat politique pour le pouvoir aux travailleurs. Telle est la volonté profonde exprimée actuellement par un grand nombre de syndicalistes — y compris ceux qui ont signé l'appel du 11 juin, en nourrissant l'illusion que ce regroupement peut se faire avec le PS sans pour autant s'intégrer à la social-démocratie.

Le PSU est prêt à créer avec eux une **force socialiste autogestionnaire**.

9 — Mais nous ne nous faisons aucune illusion : cette force socialiste autogestionnaire ne supplantera pas aujourd'hui les partis socialiste et communiste qui développent une stratégie réformiste. Les élections présidentielles ont développé la confiance des travailleurs en eux-mêmes, mais elles ont aussi nourri l'illusion réformiste que l'occupation gouvernementale du pouvoir pouvait se substituer à l'action des travailleurs. En attendant, nombre d'entre eux — tout en partageant nos aspirations — se retrouveront au sein du parti socialiste ou du parti communiste.

C'est pourquoi il importe de réaliser la communauté d'action avec eux — qu'ils appartiennent au PS, au PC, à la CGT ou à la CFDT, à des groupes politiques, sociaux, écologiques, ethniques, etc.... Telle est la raison d'être du Mouvement pour l'Autogestion Socialiste. Le Conseil national de Novembre avait décidé de prendre toutes initiatives pour le constituer. La direction du parti n'a rien fait dans ce sens. Le PSU décide de prendre toutes les initiatives pour le constituer, notamment en s'adressant aux organisations syndicales, sociales ou politiques.

10— C'est dans cet esprit que le PSU participera aux « Assises des forces socialistes ». Ces assises ne devront poser aucun problème d'organisation. Notre participation exclut toute perspective d'un regroupement avec le parti socialiste. Ces Assises ne devront pas non plus fixer comme objectif à la confrontation des spéculations abstraites sur un « projet de société ». Cette confrontation devra porter sur les points suivants :

- contrôle ouvrier et autogestion,
- conscience sociale, conscience politique.

11 — Aucune participation à ces Assises n'est possible si le PS exige qu'elles se déroulent avant le congrès du PSU qui se tiendra les 3-4 octobre, pour décider de son orientation et par là du sens de son

intervention aux Assises, — un congrès étant seul habilité pour décider si le PSU s'engage <ou> entend rester fidèle au Manifeste de Toulouse.

Chacun doit savoir qu'en tout état de cause le PSU continuera à exister et refusera de s'intégrer au PS.

12—Le Manifeste de Toulouse doit être approfondi, précisé par une stratégie traduisant ses choix fondamentaux sur la question de la conquête et de l'exercice du pouvoir, enfin complété par un programme de transition au socialisme*-

Le Manifeste n'est pas ce programme ; il en contient les prémisses et certains éléments, il donne son unité à l'ensemble de notre démarche, mais il ne peut remplir cette fonction bien précise qui est celle d'un enchaînement d'objectifs correspondant à chaque stade de développement de la lutte, et de l'organisation des moyens qui permettent de les atteindre (y compris, mais pas seulement, l'utilisation du pouvoir gouvernemental). Nous l'avons bien ressenti dans toute discussion avec les partisans du Programme Commun ; il est difficile, à partir du Manifeste, de dépasser une réponse de caractère idéologique. Notre démarche ne peut qu'être l'inverse de celle du Programme Commun, tant la correspondance est étroite entre la méthode d'élaboration du programme et le projet qu'il sous-tend. A capitalisme d'Etat centralisé, programme parachutant d'en haut les « solutions »... Mais si l'on est préoccupé de la destruction du pouvoir d'Etat, si l'on accorde à la mobilisation permanente de masse la place centrale dans le processus révolutionnaire, alors le programme doit être conçu comme « remontant » des aspirations des travailleurs en lutte, ce qui ne veut pas dire qu'il doit les juxtaposer ; il faut les ordonner, les rendre cohérentes, les compléter, les situer dans le temps.

C'est ainsi qu'un véritable parti socialiste autogestionnaire sera capable de jouer son rôle d'intellectuel collectif.

**Texte présenté par la minorité à la
D.P.N. des 29 et 30 <juin> ■**